

Journal des économistes (Paris)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Journal des économistes (Paris). 1841-1940.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

UNE ÉVALUATION ALLEMANDE DE LA RICHESSE PUBLIQUE DE L'ALLEMAGNE

En face des dépenses sans cesse grandissantes occasionnées par la guerre actuelle, les pays belligérants n'ont pas attendu la fin de la troisième année de la lutte pour se demander s'ils seraient en état de supporter le lourd fardeau qui allait peser sur leurs épaules.

En Allemagne plus que partout ailleurs, dans une Allemagne telle que son économie nationale la faisait et qui est privée de tout commerce sérieux avec l'étranger, la question valait d'être examinée de près, et on n'y a pas manqué. La *Dresdner Bank*, à qui l'on devait déjà la plaquette si tendancieuse de 1913, a rassuré ses concitoyens dans une nouvelle publication. Un statisticien, aujourd'hui « rédacteur responsable des informations de la commission de guerre de l'industrie allemande », Arnold Steinmann-Bucher, n'a pas craint d'affirmer, lui, que l'Allemagne était riche avant la guerre, qu'elle l'est encore plus depuis la guerre et qu'elle le sera davantage après la guerre. Et comme c'est la certitude de tout Allemand, depuis que la brochure de Steinmann-Bucher (*Deutschlands Volksvermögen im Krieg*), datée solennellement du jour de Pâques 1916, a été répandue à profusion dans tout l'Empire, sous le patronage des deux conseillers, professeurs et docteurs, von Schantz et Julius Wolf, comme notre auteur a entendu faire œuvre scientifique, il peut être intéressant de suivre son exposé.

Lorsqu'on veut, commence-t-il, rechercher la richesse publique d'un peuple, on décompose celle-ci en ses divers éléments : propriété foncière urbaine et rurale, constructions, capital fixe et capital circulant, espèces métalliques, etc. ; on évalue la valeur de chacun de ces éléments et l'on totalise.

Cela, c'est la méthode objective ; mais il y a la subjective. Il n'est point suffisant, en effet, de procéder par une évaluation suivie d'une totalisation. Il existe d'autres éléments que la valeur commerciale, énoncée en argent, qui est un indice unilatéral. Quand je parle de richesse publique, dit Steinmann-Bucher, j'entends autre chose que

les biens matériels et leur valeur vénale. J'entends encore la faculté, plus ou moins grande, d'acquérir la richesse, de la conserver et de l'accroître, car cette faculté, cette puissance d'activité, est une richesse elle-même, alors que le chiffre n'est en soi qu'un stade. Il y a donc la quantitative et la qualitative.

Il reconnaît parfaitement que cette dernière ne peut être chiffrée; mais il demande que, lorsqu'il aura évalué la quantitative, on veuille bien se souvenir de ceci : ce qui importe plus que les chiffres mêmes, ce sont la façon dont ils ont été obtenus par la nation, la base sur laquelle ils reposent et les vues qu'ils ouvrent sur l'avenir. En d'autres termes, il convient de considérer surtout, pour chacune des catégories de la richesse publique, les directions de développement, la possibilité de développement et les vraisemblances de développement.

Venons donc d'abord aux chiffres. Les voici pour 1914, en même temps qu'ils sont rapprochés de ceux que déjà Steinmann-Bucher avait établis pour l'année 1909, à l'occasion de la réforme fiscale allemande.

	1909.	1914.
	(Milliards de marks).	
1. Fortune privée assurée contre l'incendie (meubles et immeubles)	162-180	200-220
2. Propriété foncière urbaine, bâtie et non bâtie, avec les assises, mais sans les constructions	40-50	50
3. Propriété foncière rurale (valeur nette du sol)	50	50
4. Mines privées	5	5-6
5. Valeur du capital placé à l'étranger et valeurs étrangères appartenant à des Allemands	30	25
6. Chemins de fer de l'Etat	19	25
7. Mines de l'Etat et autres exploitations de l'Etat, édifices publics, navigation maritime, ports, canaux	15	15
8. Marchandises en mouvement, numéraire	9	6
Total	<u>330-358</u>	<u>376-397</u>

Si l'on compare ces évaluations avec celles d'autres statisticiens, d'Helfferich, par exemple, on constate que les seuls écarts un peu considérables qu'il y ait ont trait aux biens assurés et à la propriété foncière.

En ce qui concerne la fortune assurée contre l'incendie, s'il existe une différence de 20 milliards, il y a apparence que l'évaluation de Steinmann-Bucher, qui est la plus élevée et comprend le total des valeurs assurées, fait état des assurances pour risques locatifs. Pour la valeur de la propriété foncière, Steinmann-Bucher s'est basé sur

les prix de vente relevés par l'Office de statistique prussien dans les différentes circonscriptions administratives, quand Helfferich est parti de la valeur du sol à Berlin d'après les rôles de l'impôt foncier : ce dernier devait donc aboutir à des résultats inférieurs à la réalité. Il n'est pas douteux, au surplus, que la valeur de la terre en Allemagne, loin d'être uniforme, est beaucoup plus élevée à l'ouest qu'à l'est. Elle est, d'ailleurs, en perpétuelle variation et Steinmann-Bucher entrevoit même, pour un avenir prochain, une politique nouvelle du sol et des habitations, l'Etat allant être obligé de « remédier à l'angoissante décadence de l'aptitude militaire de la jeunesse des grandes villes » par une colonisation intérieure intensive : d'où une diminution de la valeur du sol urbain au profit de la valeur du terrain dans les campagnes.

Quoi qu'il en soit de ces divergences et en l'absence de moyens de contrôle, il faut croire Steinmann-Bucher sur parole. Aussi bien prétend-il imposer sa conviction en déclarant qu'il maintient « énergiquement » ses chiffres envers et contre tous. La richesse publique de l'Allemagne, qui s'accroissait annuellement de 12 à 14 milliards dans les bonnes années, de 8 à 12 dans les années assez bonnes, se serait donc élevée, au moment de la déclaration de guerre, à 400 milliards environ.

Schmoller, quelque temps avant 1909, ne croyait qu'à une richesse de 200 milliards. Quelle erreur ! s'exclame Steinmann-Bucher. Que serions-nous devenus, ajoute-t-il, si, pendant cette guerre, nous n'avions eu que 200 à 250 milliards ? Nous avons bel et bien 400 milliards. Que dis-je ? Nous étions encore plus riches que cela.

Ici, nous allons quitter le domaine des chiffres pour celui de la métaphysique ; aussi devons-nous suivre notre auteur la plume à la main, en quelque sorte.

Il n'est pas suffisant, dit-il, d'envisager les éléments qui composent la richesse publique, car on n'arrive jamais qu'à un chiffre *mort* qui ne prend toute sa signification que par comparaison et par illumination intérieure. Ainsi sous le nom d'édifices publics, on comprend un des éléments de la richesse nationale dont la valeur vénale est de 10 à 15 milliards. Or cette rubrique est trop générale et il faudrait user de sous-sections telles que : châteaux des princes régnants, parlement, collections des universités, écoles, casernes, etc. Chacune de ces sous-sections fait naître, en effet, une série d'idées en rapport avec la richesse publique, et sa valeur vénale n'est nullement sa valeur réelle.

Les châteaux des princes régnants, par exemple, qu'ils leur appartiennent en propre ou qu'ils soient à la Couronne, appartiennent également au peuple allemand. Le particularisme, s'il n'existait pas,

devrait être inventé, car il est le créateur de notre *Kultur*. En 1866, c'est le maître d'école qui a concouru à la victoire; aujourd'hui, ce sont nos bâtiments publics qui nous aident à vaincre, car de ces édifices est sortie la plus grande partie de la force qui a donné la supériorité à nos armées, à notre administration, à notre économie nationale, à nos finances, à tout notre peuple, sur un monde d'ennemis de l'ancien et du nouveau continent, sur toutes les cultures, sur toutes les civilisations anciennes et modernes. Académie de guerre et casernes, universités et écoles populaires, établissements scientifiques et musées, administrations de l'État et administrations communales, tout cela a formé l'esprit dans lequel le peuple agit, cet esprit allemand dont la meilleure partie ne fait plus qu'un avec l'esprit de la race allemande.

On conçoit combien de telles paroles ont dû exalter le peuple allemand et flatter son orgueil. Il est certain qu'à côté de la matière, il y a l'esprit, l'esprit qui vivifie mais qui peut également tuer. Est-on fort, si l'on n'a pas une provision sans cesse renouvelée d'énergie? Une nation n'est pas seulement riche de ses biens matériels, et Steinmann-Bucher a raison : le chiffre en soi n'est qu'un stade; mais il lui reste à montrer comment cette richesse virtuelle de l'Allemagne a su se dégager au cours de la guerre actuelle, et c'est ce qu'il prétend faire en étudiant la question des transports.

Sa démonstration peut se résumer en quelques lignes.

Si l'on représente par 100 le trafic marchandises des mois correspondants de 1913, le trafic des premiers mois de guerre aurait été le suivant :

Août 1914.....	41,25	Novembre 1914...	81,41
Septembre.....	68,73	Décembre.....	95,44
Octobre.....	79,67		

Ainsi — et les transports militaires ne comptant que pour $4\frac{1}{2}$ seulement en décembre — le trafic marchandises, dans le cinquième mois de la guerre, aurait presque atteint le chiffre d'une année de paix, d'ailleurs excellente au point de vue économique.

Steinmann-Bucher reconnaît que le trafic avec l'étranger a diminué; mais il ne croit pas que ce soit dans des proportions aussi fortes qu'on le suppose et, faute de statistiques, il base sa conviction sur l'activité des bureaux qui octroient les autorisations d'exportation : ceux-ci, depuis leur constitution (jusqu'au mois de mars 1916) auraient reçu soixante-dix mille demandes et en auraient accordé cinquante mille. En tout cas, pour notre auteur, l'industrie des transports a su s'adapter à l'état de guerre; elle a su parer au déficit venu de la diminution soit du commerce extérieur, soit du trafic

normal intérieur, et cet exemple, dit-il, montre bien que si la guerre n'a pas été un précepteur au point de vue éthique comme au point de vue économique, elle a été tout au moins la pierre de touche qui a révélé la force de l'économie nationale allemande.

Que vaut cette argumentation ! Peu de chose et même rien, car elle a le tort de se référer à une situation vieille de plus de trente mois. Qu'est devenue, en effet, l'industrie des transports depuis le 1^{er} janvier 1915 ? Nous savons qu'elle a subi une crise ; nous n'ignorons pas qu'elle a perdu nombre de locomotives devenues inutilisables et que nombre de ses wagons finirent par être inutilisés faute de lubrifiants : cela même prouve qu'elle ne s'est pas aussi bien adaptée à la guerre que Steinmann-Bucher le déclare.

Mais poursuivons et voyons comment, selon notre auteur, la richesse publique allemande s'est considérablement augmentée pendant la guerre.

On peut supporter, dit-il, un long isolement de l'étranger, à condition que tous les éléments qui constituent la richesse d'un peuple soient en bonne dépendance les uns des autres, comme c'est le cas de l'Allemagne. La guerre n'a pas été pour l'Allemagne une puissance destructrice, au contraire ; toutefois elle n'a pas agi d'une façon uniforme dans tous les compartiments de la richesse.

Le groupe des placements à l'étranger — remarquons, en passant, que Steinmann-Bucher ne dit pas un mot de la perte des colonies ni de l'arrêt de la navigation maritime — ce groupe a incontestablement souffert. Au début de 1916, 134 millions de liv. st. de biens allemands avaient été saisis en Angleterre contre seulement 90 millions de livres de biens anglais en Allemagne. Mais les souffrances de la propriété urbaine, qui dataient d'avant la guerre, ont pu s'atténuer un peu, des locaux inoccupés ayant été loués pour les besoins de l'armée ; d'autre part, la terre a gagné de la valeur, par suite des bénéfices considérables des agriculteurs et l'industrie a été encore plus favorisée que l'agriculture. D'ailleurs, la preuve irréfutable de l'accroissement de la richesse, on la trouve dans les résultats des emprunts : 83 p. 100 des souscriptions sont de moins de 2 100 marks.

Arrêtons ici Steinmann-Bucher. Une souscription de 2 000 marks est évidemment une petite souscription au regard d'une autre de 100 000 et même de 10 000 marks, mais elle ne fait point un petit, un modeste souscripteur. *A priori*, de ce que les résultats des emprunts aient été satisfaisants, il n'y a rien là qui puisse fortifier la thèse de notre statisticien. Il reconnaît, au surplus, que le quatrième emprunt, le dernier lancé avant la publication de son étude, a bien moins réussi que les précédents, par suite, dit-il, de la perspective des nouveaux impôts et de la question des sous-marins. Qu'eût-il dit

alors après le cinquième, où le nombre des souscriptions tomba de 5 280 000 à 3 810 000 ? Mais il aurait exulté après le sixième qui procura 12 979 millions de marks par 6 768 000 souscriptions. Et cependant voyons les choses de plus près. Nous ne rechercherons pas, comme il l'a fait, le nombre et le montant des souscriptions aux derniers emprunts pour 100 souscriptions et pour une souscription de 100 marks au premier : cette comparaison n'est qu'un trompe-l'œil puisqu'en septembre 1914 le gouvernement impérial s'abstint de faire un appel pressant au crédit dans la pensée que, quoi qu'il produisît, ce serait assez pour aller jusqu'à la fin de la guerre. Il nous suffira de considérer le tableau ci-contre pour remarquer que, si le sixième emprunt est réputé, en Allemagne, avoir brillamment réussi, par l'augmentation considérable du nombre des souscriptions, il a produit à peine plus que le troisième, ce qui n'implique pas un accroissement des épargnes. Mais il y a plus : le nombre des souscriptions de moins de 2 100 marks a pu doubler, il a moins produit, de même qu'a fortement décri le montant des souscriptions de 2 100 à 10 000 marks et que diminue toujours celui des toutes petites souscriptions reçues par les bureaux de poste.

Tout cela va donc directement contre les assertions de Steinmann-Bucher ; mais la vérité, c'est qu'on ne peut rien inférer des chiffres étudiés par celui-ci, car rien ne ressemble moins à un emprunt vers lequel affluent librement les épargnes d'un peuple qu'un emprunt allemand : les fonctionnaires de tous grades souscrivent par ordre, malgré la cherté de la vie ; les fournisseurs de l'Etat s'empressent de convertir les traites qu'ils ont reçues en paiement ; les séquestres, par tout l'Empire et dans les territoires occupés, placent les sommes qu'ils détiennent...

Si l'on devait trouver des indices plus probants, ce serait dans la situation des comptes de dépôts des caisses d'épargne et des banques.

En 1914, il y avait 24 millions de livrets pour 21 milliards de marks, soit un livret de 800 marks par trois habitants, femmes et enfants compris. En 1915, ce nombre a considérablement augmenté : rien que pour les grandes villes et les centres industriels, il est passé de 5 990 000 à 6 280 000 et cela s'explique par l'entrée dans les usines et manufactures de tout jeunes ouvriers et ouvrières. Des adolescents de seize ans gagnent actuellement plus qu'un bon ouvrier en temps de paix et ce gain de hauts salaires a même paru présenter de si graves inconvénients qu'on a vu le gouverneur militaire des Marches interdire aux jeunes gens de moins de dix-huit ans de toucher par semaine plus de 18 marks et un tiers de l'excédent au-dessus de 18 marks : les sommes retenues sont versées à une caisse d'épargne et resteront intangibles jusqu'à la fin de la guerre. Mais malgré cet

Résultats des six emprunts de guerre allemands

1° Nombre des souscriptions

	1 ^{er} emprunt.	2 ^e emprunt.	3 ^e emprunt.	4 ^e emprunt.	5 ^e emprunt.	6 ^e emprunt.
Souscriptions jusqu'à 2 000 M.....	926 059	2 113 220	3 291 388	4 728 712	3 382 468	6 204 844
— de 2 100 à 10 000.....	214 029	492 362	570 219	461 652	339 062	443 276
— de 10 100 à 100 000.....	34 526	80 254	96 375	81 619	78 819	105 686
— au-dessus de 100 000.....	2 621	5 224	8 436	7 662	9 627	14 276
Total.....	1 177 235	2 691 060	3 966 418	5 279 645	3 809 976	6 768 082

2° Montant des souscriptions (en millions de marks)

Souscriptions jusqu'à 2 000 M.....	734	1 662	2 271	2 194	1 519	2 226
— de 2 100 à 10 000.....	1 029	2 411	2 765	2 154	1 679	2 158
— de 10 100 à 100 000.....	1 032	2 319	2 875	2 380	2 443	3 174
— au-dessus de 100 000.....	1 665	2 668	4 190	3 984	5 011	5 421
Total.....	4 460	9 060	12 101	10 712	10 652	12 979

3° Répartition des souscriptions (en millions de marks)

Par la Reichsbank.....	479	565	569	461	685	625
Par les banques et banquiers.....	2 895	5 592	7 391	6 165	6 082	7 545
Par les caisses d'épargne.....	883	1 977	2 877	2 727	2 567	3 204
Par les C ^{ies} d'assurances sur la vie.....	203	384	417	349	337	386
Par les sociétés de crédit.....	»	430	680	839	847	1 103
Par les bureaux de poste.....	»	112	167	171	134	116
Total.....	4 460	9 060	12 101	10 712	10 652	12 979

accroissement du nombre des livrets, Steinmann-Bucher reconnaît que, dans les classes populaires, la faculté d'épargner s'est amoindrie et que si le compte des déposants a progressé, c'est, pour un tiers au moins, le fait de la diminution des retraits.

Pour ce qui regarde les dépôts dans les banques, ils ont indubitablement augmenté. En Allemagne, on aime avoir un compte en banque, on aime surtout dire qu'on a un compte en banque. En 1915, les dépôts dans huit grandes banques de Berlin et dans sept des plus importantes de province ont passé de 3 milliards à 3 milliards 700 millions. La statistique suivante, dressée par la *Disconto Gesellschaft*, montre le développement de ces dépôts depuis le 17 juillet 1914 date à laquelle elle chiffre leur montant par 100 :

15 juillet 1914.....	100	15 août 1915.....	142
31 décembre 1914..	119	31 —	140
15 janvier 1915....	131	15 septembre 1915..	148
31 —	134	30 — ..	112
15 février 1915	137	15 octobre 1915....	115
27 —	138	31 —	115
15 mars 1915.....	146	15 novembre 1915..	125
31 —	132	30 — ..	117
15 avril 1915.....	117	15 décembre 1915..	131
30 —	115	31 — ..	128
15 mai 1915.....	124	15 janvier 1916	143
31 —	130	31 —	143
15 juin 1915.....	134	15 février 1916....	148
30 —	136	29 —	151
15 juillet 1915....	139	15 mars 1916.....	166
31 —	135		

Les dépressions qui apparaissent dans le tableau ci-dessus correspondent toutes aux époques de versements des divers emprunts. Mais la progression bien marquée que l'on constate ne doit pas faire illusion et elle prendra sa juste valeur à nos yeux avec cette remarque de la *Reichsbank* dans son rapport de 1915 :

Parce que le commerce d'exportation a disparu en grande partie et parce que nous avons pu subvenir nous-mêmes, pour l'essentiel, à l'approvisionnement en vivres et en fournitures de guerre, la guerre a eu pour résultat le développement d'un cercle fermé de capitaux liquides alimenté par des sommes toujours croissantes.

Steinmann-Bucher se livre ensuite à une étude détaillée de la production des marchandises et du revenu du peuple. Nous ne le suivons pas dans ce dédale de chiffres; il suffira de dire que, pour 1914, il évalue à 30 milliards la valeur de la production au premier degré et à 45 milliards le revenu total du peuple allemand. Or, dit-il, ce

revenu a considérablement augmenté pendant la guerre, en raison de la hausse des prix.

Il étudie également les modifications qui sont survenues dans la répartition économique du travail. Estimant à 7 ou 8 millions le nombre des hommes appelés sous les drapeaux, il montre que, pour les remplacer, on a fait appel aux femmes, aux jeunes gens de moins de seize ans et aux hommes de plus de soixante ans; mais si cela n'est point particulier à l'Allemagne, encore souligne-t-il que la réserve des femmes, de celles qui sont susceptibles d'être appelées au travail et qu'il nomme des *Männerersatz* (produit de remplacement des hommes) se monte à 12 millions.

Ce n'est donc pas la main-d'œuvre qui a manqué à l'Allemagne, en dehors des prisonniers; tout le monde s'est mis à la besogne. Qu'on ne vienne donc pas dire, ajoute-t-il, que la guerre est une industrie destructrice; elle est, au contraire, une industrie créatrice. A l'armée même, on travaille: on ensemeince, on met en marche des usines, des scieries, etc., et l'on épargne. Il résulte, en effet, d'un rapport officiel de l'administration des postes en campagne qu'une division de réserve saxonne, entre autres, a envoyé à l'arrière, en septembre 1914, 10 000 mandats-poste pour 391 000 marks et, en octobre 1914, 20 000 mandats pour 800 000 marks (!).

Nous arrivons maintenant aux conclusions de Steinmann-Bucher.

L'Allemagne était riche avant la guerre, elle l'est encore plus depuis la guerre et elle le restera après. Elle le restera parce que les hostilités terminées, il y aura bien à faire pour l'armée et la marine en vue de la guerre future (*sic*), pour les transports, pour la reconstitution du cheptel, pour la résurrection du commerce extérieur, etc. Il y aura une demande extraordinaire de main-d'œuvre et de matières premières; les prix hausseront et avec eux le revenu national et la richesse nationale. Il faudra toutefois que l'Allemagne s'organise mieux. Une de ses faiblesses, qui date d'avant 1914, c'est le mode défectueux de la répartition des denrées de première nécessité et de leurs prix. Il conviendra, en conséquence, d'adopter une politique avisée et bien comprise de production, d'achat, de répartition et de prix; il conviendra d'influencer les prix de certains groupes de marchandises de façon que l'État ait la faculté d'y puiser pour ses impôts, qui seront lourds, en même temps que le consommateur puisse y trouver son intérêt, et ce ne sera possible qu'avec des monopoles.

Et les derniers mots de Steinmann-Bucher sont pour répéter: si le peuple allemand peut prendre conscience de l'étendue indéfinie de sa puissance, cela même est un nouvel accroissement de la richesse publique, car la richesse publique comprend tout ce qu'un peuple possède en tous les domaines.

Nous aussi, nous répéterons : il n'est pas que des biens matériels. Dans notre pays également, la guerre a révélé des richesses que la quiétude des années de paix dérobaient, pour ainsi dire, aux yeux du monde. Et nous entendons parler non seulement de l'énergie dont nous avons fait preuve pour résister à une agression de longtemps et minutieusement préparée, nous entendons parler non seulement de notre faculté d'adaptation aux circonstances que nous traversons, mais encore de notre amour de la liberté, de notre religieux attachement à la parole donnée et de notre respect pour le droit.

P. RONCE.

REVUE
DE
L'ACADÉMIE DES SCIENCES
MORALES ET POLITIQUES

(Du 15 février au 15 mai 1917.)

SOMMAIRE. — La guerre européenne et les relations économiques de la Suisse avec ses voisins. — La vie économique en Russie. — Les statistiques de la guerre. — La pénétration des Allemands en France sous l'ancien régime. — Travaux divers. — La diminution de la natalité dans le canton de Beaumont-Hague. — Les effets de la législation pour créer, en Irlande, la propriété paysanne. — La Réforme administrative. — Communications des savants étrangers.

I

L'Académie des Sciences morales et politiques a entendu la lecture d'une intéressante étude de M. Max Turmann, sur *la Guerre européenne et les Relations économiques de la Suisse avec ses voisins*.

Pour l'alimentation de ses habitants, tout comme pour le ravitaillement de plusieurs de ses industries en matières premières, la Confédération helvétique doit avoir recours à l'étranger. Or, par la nature de ses importations nécessaires elle est la cliente obligée des deux groupes de belligérants : la houille, par exemple, lui vient d'Allemagne ; la France et l'Italie lui livrent les denrées alimentaires. Sa situation, lors de la déclaration de guerre, était donc très difficile. Sans doute dans les premiers mois de 1914, le gouvernement fédéral, en prévision d'une guerre européenne, avait obtenu de la France la promesse que celle-ci laisserait passer sur son territoire, réserve faite des nécessités militaires, le blé à destination de la Confédération. L'Allemagne prit semblable engagement en ce qui concerne le charbon et les céréales qui, au début des hostilités, pouvaient se